

## **Faut-il repenser l'Antiquité, entre Orient et Occident ?**

**(Au sujet de Jack Goody, *The Theft of History*,  
Cambridge, University Press, 2006)**

La thèse de ce livre est énoncée dès la première ligne : *The 'theft of history' of the title refers to the take-over of history by the west* (p. 1). Le passé a été, selon le grand anthropologue britannique – déjà auteur de *The East in the West*, paru en 1996, où il développait des thèses analogues – confisqué par les Occidentaux, qui l'ont conceptualisé et périodisé en recourant à des paramètres prétendument propres à l'Europe. Cette grille de lecture une fois établie par et pour les historiens occidentaux, ceux-ci l'auraient ensuite imposée au reste du monde, passé et présent. Selon J. Goody, les schémas interprétatifs de l'historiographie occidentale reposent, en particulier, sur un présupposé aussi fondamental qu'erroné, à savoir que l'Occident aurait été le berceau et l'artisan d'une série de manifestations historiques (des soi-disant « inventions » ou « découvertes ») déterminantes pour le devenir du monde, comme la démocratie et la liberté, le capitalisme, l'individualisme et les émotions (y compris l'amour). Or, entend démontrer J. Goody, une telle primauté est loin d'être démontrée ; elle relève même du « hold-up » historiographique. Il est donc, à son avis, grand temps de dénoncer ce méfait et de déconstruire les interprétations européenocentristes, afin de rééquilibrer la lecture de l'histoire universelle en rendant à l'Orient ce qui lui revient. Car, loin d'être une région du globe attardée ou réfractaire aux changements, l'Orient au sens large a, à l'inverse, été un moteur de l'histoire tout à fait essentiel. Même s'il entend nous (= les Occidentaux) faire réfléchir sur une série de présupposés épistémologiques discutables – ce qui est parfaitement louable –, J. Goody ne propose pas véritablement d'alternative crédible aux yeux des historiens. On a plutôt la sensation qu'en Robin Hood de l'historiographie, il entend simplement rendre aux Orientaux volés ce dont ils ont été spoliés. Du coup, le balancier passe d'Occident en Orient, sans que l'on assiste à une véritable évolution épistémologique dans l'approche de l'histoire. Héritier sans doute inconscient de la tradition historiographique grecque, qui, de manière presque obsessionnelle, raisonne en termes d'origines et désigne, pour chaque chose, un *πρῶτος εὑρετής*, un « premier découvreur », J. Goody s'efforce de nous convaincre du fait que la démocratie ne naît pas en Grèce, mais en Phénicie (nous allons y revenir), que l'amour est une invention orientale et non occidentale, que le capitalisme n'est pas lié à l'éthique protestante, etc. Je force volontairement le trait – J. Goody voudra bien m'en excuser –, mais j'avoue être restée perplexe, en historienne, sur l'intérêt de ce type de questionnement et d'analyse. La concurrence sur la primauté me semble sans objet et sans intérêt ; ce que les historiens de métier – ce que n'est pas J. Goody, en dépit de son immense savoir – ont

vocation à faire, c'est comprendre les formes de la vie matérielle, économique, symbolique, affective, sociale, etc. dans chaque contexte spatio-temporel. Se poser la question de l'invention des émotions, des sentiments, de l'amour peut être stimulant si cela débouche sur une étude des modalités historiques des rapports de genre, de la sexualité (à la Foucault) et du corps, par exemple, mais c'est dépourvu d'intérêt, à mes yeux du moins, dans une perspective génétique qui semble quelque peu stérile et dépassée depuis que l'anthropologie, précisément, et aussi l'ethnologie ont renouvelé le regard de l'historien, en introduisant la « relativité », le comparatisme, le champ des transferts culturels, etc., toute une série d'instruments utiles pour pratiquer un décentrage délibéré du regard.

J. Goody a certes raison de dénoncer l'emprise de certaines idées reçues quant à la suprématie culturelle de l'Occident, mais, comme il le reconnaît du reste lui-même, une certaine forme d'ethnocentrisme est inévitable dans toute démarche de connaissance. Les sciences cognitives le montrent clairement, qui révèlent comment le cerveau élabore des schémas de pensée à partir de l'expérience vécue. L'expérience génère de la connaissance, de sorte que tout être humain, y compris de l'espèce *homo historicus* construit ses savoirs de manière au fond empirique, avec l'outillage que son environnement lui fournit. C'est du reste bien ce processus que Max Weber, dans son étude sur « L'objectivité de la connaissance » (1904), identifiait comme le laboratoire des activités conceptuelles<sup>1</sup>. Dès lors, le parti pris d'un regard culturellement déterminé non seulement est inhérent aux processus intellectuels, mais il est même nécessaire. Et il serait vain d'imaginer qu'un historien peut s'affranchir de tels conditionnements ou disposer, dans son arrière-boutique, d'un outillage universel. L'ambition avancée par J. Goody d'un savoir « objectivement » organisé, selon des paramètres chronologiques, des découpages géographiques et des catégories interprétatives universellement partagées, relève de l'utopie. Un peu Robin Hood, un peu Don Quichotte, J. Goody aura du mal à convaincre les historiens.

Revenons néanmoins sur le cheminement de sa pensée. L'analyse qu'il propose engage deux niveaux d'analyse : d'une part, la reconsidération des données historiques sur une série de questions précises ou de thèmes ; d'autre part, la critique des théories historiographiques, sociologiques, anthropologiques et même économiques modernes qui ont assis la thèse d'une primauté occidentale dans divers domaines de l'activité humaine, comme celles de Max Weber, Norbert Elias, Fernand Braudel ou encore Moses Finley. La simple énumération de ces noms montre que le livre évolue sur diverses échelles d'appréhension. Avec M. Weber et F. Braudel, on touche à une dimension d'histoire universelle, globale, on entre dans des systèmes de pensée (K. Marx est aussi souvent évoqué par J. Goody) totalisants, tandis qu'avec N. Elias ou M. Finley, l'analyse touche des secteurs disciplinaires plus précis, en particulier l'Antiquité grecque et la Renaissance, deux moments clés de la construction de l'identité occidentale. La capacité qu'a J. Goody d'argumenter aisément, avec le même brio, sur ces deux plans suscite une admiration sincère, mais le prix à payer est naturellement une série d'approximations dès que l'on entre dans le détail. Je n'ai pu, pour ma part, le vérifier que pour les développements relatifs à l'Antiquité. Au-delà de ces

---

1. M. WEBER, « Die „Objektivität“ sozialwissenschaftlicher und sozialpolitischer Erkenntnis », dans *Gesammelte Aufsätze zur Wissenschaftslehre*, Tübingen, 1988, p. 207.

détails, une des questions majeures que suscite ce livre aussi dérangeant que stimulant est la suivante : en cette ère de spécialisation féroce, pouvons-nous encore prétendre embrasser l'histoire universelle ? Les historiens disposent-ils encore des moyens intellectuels, mobilisés comme ils le sont par une littérature secondaire tentaculaire, pour penser la totalité de l'histoire, par delà les découpages sectoriels ou disciplinaires ? Comment, au demeurant, définir les enjeux d'une telle démarche ? À mon sens, il ne faut pas les rechercher du côté de la pensée des origines, de la filiation génétique du patrimoine culturel mondial (comme tend à le faire J. Goody), mais, tout au contraire, dans la direction du comparatisme. Résister à la tentation de hiérarchiser (J. Goody ne renverse-t-il pas l'arbre généalogique, tout simplement ?) pour mieux comparer afin de comprendre, de système à système, de contexte à contexte, les analogies et surtout les différences de chaque « fabrique culturelle ». J. Goody prêche, en plusieurs endroits, jusque dans sa conclusion, en faveur du comparatisme, mais il me semble relativement peu sensible dans sa propre analyse.

La question ne serait donc plus : qui des Occidentaux ou des Orientaux a « inventé » le capitalisme ou la liberté, mais quelles formes de capitalisme et de liberté les diverses cultures orientales et occidentales ont-elles produites à travers le temps, en fonction du faisceau multi-causal qui agit en leur sein. Je me permets d'insister sur le pluriel, dans la mesure où J. Goody désigne trop souvent et trop facilement comme « Orient » ou comme « Occident » des réalités historiques très diversifiées. Entre la Mésopotamie de la révolution urbaine, la Phénicie de l'âge du Fer ou l'Inde des grandes seigneuries, il y a, il me semble, autant de différences qu'entre l'Orient et l'Occident.

Pour étayer son diagnostic, J. Goody déploie une démonstration – car tel est bien le ton de l'ouvrage qui instruit pratiquement un procès contre la lecture traditionnelle de l'histoire – en trois temps, qui fait suite à une riche introduction. Celle-ci fixe bien les cadres de l'analyse en dénonçant l'ethnocentrisme des historiens, naturel certes, éternel aussi, mais néanmoins condamnable quand il atteint un degré susceptible de déformer le jugement historique. L'approche majoritairement monolithique, compartimentée, non comparative de l'histoire a conduit à des erreurs grossières d'interprétation et à des hiérarchies spatio-temporelles sans fondement.

La première partie, intitulée « A socio-cultural genealogy » envisage la manière dont se met en place le carcan occidental dans la lecture de l'histoire « globale ». Qu'il s'agisse du temps ou de l'espace, les deux paramètres majeurs de l'historien, les Européens ont imposé leurs propres conceptions. La vision du monde, le comput chronologique, la linéarité du temps, la lecture téléologique de l'histoire guidée par l'idée de « progrès » et de « stades », toute cette architecture relève de présupposés occidentaux contestables.

Disons d'emblée que, si la thèse générale de J. Goody emporte l'adhésion, en revanche, dans le détail de l'argumentation, il tend souvent à simplifier, voire à caricaturer les données pour les plier à son axe d'analyse. Ainsi en est-il dans son chapitre 2 de la première partie, intitulé « The invention of Antiquity », qui retiendra particulièrement l'attention des antiquisants. Il contient des analyses très intéressantes sur la manière dont nous avons construit une catégorie – l'Antiquité – en lui donnant une identité fondamentalement gréco-romaine, reposant sur l'invention du politique, avec la *πόλις* grecque comme point de mire

par rapport auquel toutes les autres expériences sont jaugées. Il n'a certes pas tort. J. Goody conteste cette reconstruction matricielle qui lie la naissance d'une certaine maturité ou « modernité » politique et culturelle à la Grèce, berceau de la rationalité, de l'individualisme, mais aussi du politique. Il souligne à juste titre à quel point la révolution urbaine du début de l'âge du Bronze, en Mésopotamie, a eu une portée « épocale » déterminante. Cela dit, considérer pour autant (par ex., p. 51) que l'on doit arrêter de considérer que les Grecs ont inventé la liberté individuelle et la démocratie, en allant chercher des antécédents très improbables à ces phénomènes dans les royaumes phéniciens ou à Carthage, n'est vraiment pas crédible pour qui connaît, de première main, la documentation<sup>2</sup>. Parler même de *democratic revolution* pour Carthage relève d'une profonde incompréhension de l'histoire institutionnelle phénicienne et punique (que nous connaissons au demeurant très mal). Ici comme ailleurs (par ex., sur la révolution urbaine sumérienne ou sur la démocratie grecque), la bibliographie n'est vraiment pas à jour. On pourrait dresser une longue liste des travaux d'antiquisants (G. Cambiano, L. Canfora, Marcella Frangipane, J.-J. Glassner, M. H. Hansen, M. Liverani, W. Nippel, etc.) que J. Goody aurait pu ou dû lire avec profit. En travaillant à l'échelle de l'histoire universelle, l'A. est presque inévitablement amené à commettre des erreurs qui affaiblissent ou neutralisent sa démonstration. Concernant l'« invention de la démocratie », J. Goody ne distingue pas suffisamment, à mon sens, l'adoption d'un modèle politique à travers le temps – celui de la démocratie directe mise en œuvre à Athènes à l'époque classique – de la réception d'une « idée » qui a nourri les idéologies, les discours et même l'imaginaire autant que la pratique, sans pour autant « reproduire » fidèlement le modèle inspirateur. Les formes d'appropriation (y compris d'appropriation négative, c'est-à-dire de rejet), multiples et changeantes, ne permettent cependant pas de douter de l'extraordinaire originalité et fécondité de l'expérience grecque à travers le temps<sup>3</sup>.

Sans être du tout spécialiste de ces questions, il me semble pouvoir relever que les pages consacrées à la question de l'émergence du capitalisme, en particulier à ses possibles prémisses dans l'économie antique – en référence à la controverse Bücher-Meyer, puis à l'apport de M. Weber, K. Polanyi et M. Finley dans le débat entre primitivistes et modernistes – sont certes passionnantes, mais néanmoins gravement déficientes par rapport aux derniers apports de la recherche sur ces questions<sup>4</sup>, donc en partie fourvoyantes. D'une manière générale, du reste, sans vouloir passer pour une wébérologue que je ne suis pas, le traitement réservé à Max Weber dans tout le livre reste très problématique et reproduit des erreurs de lecture et d'évaluation (déjà relayées par M. Finley que J. Goody

---

2. Voir cependant l'essai de M. SOMMER, *Europas Ahnen. Ursprünge des Politischen bei den Phönikern*, Darmstadt, 2000 (que J. Goody ne connaît pas et qui n'entraîne pas nécessairement l'adhésion).

3. Cf. le récent essai de W. NIPPEL, *Antike oder moderne Freiheit*, Berlin, 2008, en cours de traduction française.

4. Cf., en particulier, les travaux d'H. BRUHNS (éd.), *Histoire et économie politique en Allemagne de Gustav Schmoller à Max Weber. Nouvelles perspectives sur l'école historique de l'économie*, Paris, 2004 ; ID., J. ANDREAU (éd.), *Sociologie économique et économie de l'Antiquité. À propos de Max Weber (table ronde du 18 janvier 2003)*, Paris, 2004.

n'épargne pourtant pas) dénoncées par H. Bruhns à propos de *The East in the West*<sup>5</sup>.

Reste toutefois que J. Goody consacre des pages passionnantes, dérangementes et stimulantes, à la déconstruction du concept d'Antiquité tel que nous l'utilisons sans suffisamment le « questionner ». En cela, la lecture de son livre est un régal. Il m'est impossible de développer ici toute l'argumentation qu'il déploie dans le reste du livre, concernant d'autres périodes. Sa première partie comprend aussi des chapitres sur l'histoire du féodalisme et sur le concept de despotisme asiatique. Dans sa deuxième partie, il adopte *three scholarly perspectives* : celle de J. Needham à propos de l'apport de la Renaissance en termes de science et de civilisation, celle de N. Elias au sujet de l'absolutisme européen, celle de F. Braudel quant à l'émergence du capitalisme. Aucun d'entre eux n'échappe à l'anathème. Enfin, dans sa troisième et dernière partie, J. Goody radiographie *three institutions and values*, objets du « vol » occidental : les institutions, ainsi que les villes et universités, en premier lieu, l'humanisme, la démocratie et l'individualisme en seconde instance, l'amour et les émotions enfin. Certaines pages passionnent, d'autres irritent ; on apprend énormément, on réfléchit en permanence. C'est un livre à thèse qui a le mérite de la cohérence, mais aussi les défauts d'une démonstration qui force les événements, les données, les textes. En cela, l'esprit de système et d'opposition (Orient *versus* Occident) dont fait preuve l'anthropologue a de quoi charmer – sans pour autant répondre à une mode *culturally correct*, à défaut de l'être politiquement, mais aussi de quoi inquiéter l'historien soucieux de rester à l'écoute des nuances et des contradictions, des métissages culturels et des arborescences vives plutôt que des généalogies figées.

La conclusion du livre (« Last words ») résume parfaitement l'ambition qui le traverse : proposer une lecture alternative de l'histoire, reposant sur *an anthropo-archaeological approach*. Sur le plan épistémologique, la suggestion mérite notre attention, mais elle n'est pas explicitée ni mise en œuvre avec suffisamment de clarté et de nuances pour convaincre les historiens. On a l'impression de percevoir encore, chez J. Goody, des résidus de diffusionnisme culturel, qui plus est monogénétique (de l'Est vers l'Ouest, au lieu de l'inverse), qui montrent que l'adoption de paradigmes nouveaux n'est guère aisée. Par ailleurs, si un recentrage anthropologique a pour vocation, si je comprends bien l'A., de nous sortir des ornières d'une histoire culturellement orientée, voire déterminée, reste à vérifier si une approche anthropologique est vraiment en mesure d'étudier l'« homme » sous toutes les latitudes sans a priori, de manière en quelque sorte purement empirique. Quant à l'archéologie, n'y-t-il pas une certaine naïveté à croire qu'elle peut sauver l'histoire sous prétexte d'une objectivité palpable ? Chacun sait qu'il n'y a pas d'archéologie sans interprétation des données du terrain et que cette opération indispensable débouche souvent sur des résultats contradictoires. Qui n'a pas en tête, par exemple, les épiques querelles entre archéologues au sujet des fouilles de Troie ? La paisible Tübingen en résonne encore... Certes, l'archéologie peut aider à fixer le canevas chronologique de manière plus objective, mais là aussi il ne faut pas se faire d'illusions. Le Proche-Orient, que J. Goody, prend souvent à témoin du larcin historiographique commis par les historiens, a été l'objet, durant la décennie écoulée, de profondes reconsidérations chronologiques, qui sont loin de

---

5. H. BRUHNS, compte rendu de Jack Goody, *L'Orient en Occident*, dans G. MAUGER, L. PINTO (éd.), *Lire les sciences sociales*, 4, 1997-2004, p. 405-412.

faire l'unanimité, en dépit de la quantité considérable de données archéologiques disponibles. Le salut ne vient pas nécessairement des fouilles, comme voudrait nous le faire croire une certaine forme de retour au positivisme. Au final, *The Theft of History* est un livre que les historiens, antiquisants et autres, ne doivent pas manquer et qu'il leur revient de méditer, sans frilosité, sans culpabilité excessive, ni enthousiasme facile.

Corinne BONNET  
Université de Toulouse (UTM)  
Équipe PLH-ERASME (EA 4153)  
corinne.bonnet@tele2.fr